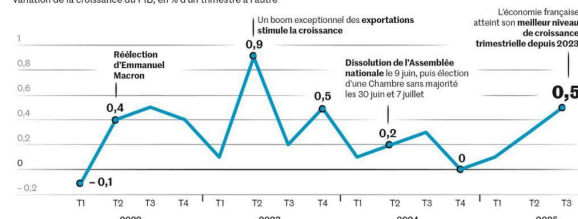


Le rebond inattendu de la croissance française

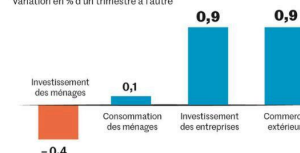
La croissance du PIB trimestre par trimestre depuis la réélection d'Emmanuel Macron

Variation de la croissance du PIB, en % d'un trimestre à l'autre



Les contributions à la croissance du troisième trimestre

Variation en % d'un trimestre à l'autre



Sources : Insee ; Banque de France • Infographie : Le Monde

Un niveau d'épargne record

Taux d'épargne des ménages, en % du revenu disponible



Béatrice Madeline

L'activité des entreprises a stimulé l'économie. Les ménages, en revanche, consomment et investissent peu

C'est une belle surprise dans un contexte intérieur comme extérieur plutôt morose : la croissance française a atteint 0,5 % au troisième trimestre, tirée par les exportations. Ce chiffre succède à une croissance de 0,1 % au premier trimestre et de 0,3 % au deuxième. A moins d'un retournement brutal sur les trois derniers mois de l'année, le chiffre de 0,8 % de croissance pour 2025 devrait donc être atteint, mieux que les 0,7 % attendus. « Une performance remarquable, s'est félicité, jeudi 30 octobre, le ministre de l'économie, Roland Lescure, dans un communiqué à l'AFP. *Malgré les soubresauts politiques et les incertitudes internationales, nos entreprises investissent, exportent et font progresser le pays.* »

En effet, ce bon chiffre du troisième trimestre s'explique principalement par la grande forme des exportations. Celles-ci ont augmenté de 2,2 % entre juin et septembre, tandis que les importations, elles, sont plutôt orientées à la baisse (-0,4 %). Cette contribution du commerce extérieur était « attendue et s'est concrétisée », comme l'explique Marie Leclair, cheffe du département des comptes nationaux à l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

Investissements dans l'IA

En raison « du relâchement des dernières contraintes d'offre [manque de pièces ou de matériaux, pénurie de main-d'œuvre] depuis la pandémie de Covid-19 », souligne Maxime Darmet, économiste chez Allianz Trade, les entreprises ont en effet pu augmenter leur production sur les premiers mois de l'année. Les avions, machines et médicaments produits par l'industrie aéronautique ou pharmaceutique ont donc désormais trouvé preneurs sur les marchés étrangers.

Cette dynamique nouvelle reflète aussi « un début d'effet de la relance des programmes d'armement européens », se félicite Stéphane Colliac, économiste chez BNP Paribas, « qui se ressent en France comme dans d'autres pays ». Rien de tel, en revanche, en ce qui concerne les exportations de produits agroalimentaires ou de boissons et de spiritueux, en recul, particulièrement vers la Chine et les États-Unis. « On a le sentiment que l'on commence à observer les premiers effets des droits de douane », souligne M^{me} Leclair.

Sur le front intérieur, l'autre bonne nouvelle est la bonne tenue de l'investissement des entreprises, qui augmente de 0,9 % au troisième trimestre en dépit des incertitudes sur la fiscalité et les perspectives macroéconomiques du pays. Cette hausse touche des produits manufacturés et des équipements, ainsi que le secteur de l'information-communication, qui recouvre notamment le numérique. Cela reflète sans doute une bonne dynamique des investissements dans l'intelligence artificielle.

Au contraire des entreprises qui semblent donc s'accommoder d'un environnement pour le moins mouvant, les ménages restent résolument prudents, et ce en dépit de la très faible inflation (1,2 % sur un an en septembre) et d'un marché du travail qui continue à résister. La consommation, qui représente environ la moitié de l'activité économique du pays, reste atone : elle n'a nourri la croissance que d'un petit 0,1 % au troisième trimestre, le même chiffre qu'au trimestre précédent.

Les achats de services – hôtellerie-restauration, loisirs, téléphonie... – semblent plutôt ralentir, alors qu'ils se portaient plutôt mieux que les achats de biens en début d'année. Autre signal négatif, la consommation alimentaire est repartie à la baisse (– 1 %) après une légère reprise également au premier semestre. « *Sur l'ensemble de l'année, la consommation des ménages devrait progresser de 0,3 %* », estime M^{me} Leclair. Soit bien moins qu'en 2024, où elle a progressé de 1 %, et qu'en 2023 (+ 0,7 %).

En contrepartie, l'épargne reste toujours au plus haut – elle a atteint près de 19 % du revenu disponible à la mi-année. M. Colliac se veut pourtant optimiste pour la suite. « *Certains éléments – comme le leasing social ou les bonus automobile – nous font penser que la consommation pourrait repartir, mais cela se ressentirait davantage au quatrième trimestre* », observe-t-il. Côté investissements des ménages (– 0,4 %), les Français restent encore plus prudents qu'en matière de consommation : la baisse des taux d'intérêt n'a pas suscité une nette reprise des achats d'immobilier. Le seul secteur dans le vert étant la production de logements individuels.

Pour le quatrième trimestre, les économistes n'attendent pas que se renouvelle la performance du troisième trimestre. La fin d'année s'annonce marquée par l'instabilité et la discussion budgétaire au Parlement. Les entreprises craignent la hausse de la fiscalité et le durcissement de leur environnement. « *Les indicateurs pour septembre concernant les investissements ou la demande de crédits commencent à se dégrader* », observe M. Darmet, qui dit redouter un « *trou d'air en fin d'année* ».

L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) prévoit aussi une baisse de régime un quatrième trimestre, avec 0,1 % de croissance seulement, principalement en raison de l'interminable feuilleton budgétaire. « *L'adoption rapide d'un budget qui préserve la confiance des entreprises et des ménages sera capitale pour maintenir cet élan* », a admis M. Lescure.

« *La question est de savoir si on va réussir à adopter un budget*, confirme Mathieu Plane, directeur adjoint du département analyse et prévision à l'OFCE. *Et si un budget est adopté, il va y avoir ensuite une phase d'ajustement.* » Le premier ministre, Sébastien Lecornu, a annoncé vouloir ramener le déficit à 5,4 % du produit intérieur brut en 2025, ce qui suppose hausse d'impôts d'un côté et réduction des dépenses de l'autre. Le gel des pensions de retraite, envisagé, tout comme la réduction des franchises médicales auraient inévitablement un impact sur le pouvoir d'achat, et donc sur la croissance. Dans le projet de budget actuel, le gouvernement table sur une croissance de 1 % pour 2026 – un chiffre que le Haut Conseil des finances publiques juge « *optimiste* ».